

La prévention des expulsions locatives : des outils pour agir

Programme générique en date du 15 octobre 2026. Il peut être adapté à vos besoins.

Présentation générale

Face à l'augmentation du nombre des expulsions locatives, les travailleurs sociaux sont en première ligne pour contribuer à leur prévention. Ces missions sont complexes et convoquent des savoirs aux confins du juridique et du social. Comment intervenir dans un cadre complexe, avec une temporalité contrainte ?

La prévention des expulsions locatives repose sur un paradoxe : le cadre légal pose des garde-fous à chaque étape de la procédure, et pourtant les expulsions n'ont jamais été aussi nombreuses. Les dispositifs existent, mais les procédures juridiques s'accroissent, la gouvernance territoriale se complexifie, et les ménages concernés sont souvent mobilisés trop tard, au moment même où l'accompagnement social exige le plus de temps.

L'efficacité de la prévention ne réside donc pas dans l'existence des garde-fous, mais dans les conditions de leur mobilisation. C'est ce paradoxe que la formation entend traiter : comment agir à chaque stade, dans un système qui organise juridiquement la prévention tout en restreignant en pratique le temps de la construire ? Comment intervenir le plus en amont possible ?

Ce programme intègre les dernières réformes législatives, notamment l'évolution du DSF (Diagnostic social et financier) et la mise en oeuvre pratique au 1er janvier 2007 des arbitrages de la CCAPEX sur le maintien des aides au logement.

Pré-requis

Aucun

Objectifs généraux

Orienter et accompagner les ménages en impayé locatif, quel que soit le stade de la procédure, pour favoriser le maintien dans les lieux, prévenir les expulsions locatives ou mobiliser des solutions alternatives

Objectifs opérationnels, pédagogiques, évaluable

- Situer son intervention en tant que travailleur social au regard du déroulé chronologique de la procédure d'expulsion, ainsi que des délais administratifs et juridiques
- Identifier les actions possibles à chaque étape de la procédure
- Repérer les différentes instances et les acteurs territoriaux de la prévention des expulsions locatives : Ddets, Ccapex, CDS, associations, juristes...
- Réaliser une évaluation sociale dans le cadre de la PEX
- Orienter ou mobiliser, selon ses missions, les dispositifs d'aide et d'accompagnement de la PEX : DSF, FSL, aides au logement, accompagnement spécialisé...
- Saisir la Ccapex
- Travailler en partenariat et notamment avec des experts juridiques de la Pex
- Pouvoir d'agir : favoriser la compréhension de la procédure par les ménages ainsi que leur mobilisation
- Elaborer et questionner sa posture professionnelle en lien avec le cadre déontologique, le secret professionnel et les missions de son institution
- Prévenir l'épuisement professionnel

Public concerné

Travailleur social (AS, CESF, éducateur spécialisé...) ou faisant office de
Etudiant en travail social
Tout intervenant social ou bénévole recevant des ménages en situation d'impayé locatif

Modalités d'inscription et délai d'accès

Devis sur demande
Prise de contact sous 48h avec la structure afin d'affiner le besoin et de faire une proposition de contenu personnalisée
De 3 minimum à 12 participants maximum – 15 pour les sessions de sensibilisation
L'inscription se fait directement auprès de Patricia RIVIERE, qui est l'interlocutrice pour le recueil des besoins, l'adaptation et l'animation de l'action de formation, la contractualisation, le suivi administratif et la facturation.
Des délais de l'ordre d'un mois et demi (en cas de prise en charge OPCO) ou quinze jours (financement direct) sont à prévoir entre la demande d'inscription et le démarrage du parcours.

Méthodes mobilisées

Méthode pédagogique active
Alternance d'apports théorique et de pratique
Travail collaboratif
Étude de situations pratiques

Utilisation d'outils et de Cerfa

Théâtre-forum

Ressources pédagogiques	Un livret pédagogique est adressé par mail à l'issue du stage, reprenant les repères juridiques et réglementaires, la présentation des principaux dispositifs de la PEX ainsi que leurs évolutions récentes, un lien avec les formulaires Cerfa les plus courants et une bibliographie.
Modalités d'organisation	Présentiel, distanciel ou hybride selon les besoins 21h réparties sur 3 jours (une formule sur 2 jours + 1 jour quelques semaines après pour mise en pratique et approfondissement est possible), 7h par jour Horaires à définir avec la structure
Matériel pédagogique	Besoins en matériel (fourni par le client) : • vidéo-projecteur • paper-board et/ou tableau blanc • accès wifi. En présentiel : • local équipé fourni par le client si intra En distanciel ou hybride : • chaque stagiaire devra être muni d'un ordinateur et d'une connexion (Moodle)
Modalités d'évaluation	Questionnaire en ligne de recueil des attentes en amont de la formation afin d'adapter les ressources pédagogiques et le déroulement du parcours de formation Evaluation collective en fin de stage : évaluation des compétences acquises, retour à chaud, questionnaire de satisfaction impliquant les stagiaires et le formateur, retour à chaud avec le commanditaire Évaluation des impacts : proposée 3 mois après la formation
Accessibilité des personnes en situation de handicap	L'accessibilité d'un organisme de formation doit répondre au principe d'égalité de traitement vis-à-vis des personnes en situation de handicap, établi par la loi Handicap du 11 février 2005. Accès aux formations À chaque personne son projet de formation adapté à ses besoins spécifiques. Nos formations et les locaux dans lesquels elles se déroulent sont accessibles à toutes et tous. En cas de besoin spécifique, n'hésitez pas à contacter la référente handicap de Coopaname : Carine Julien / of@coopaname.coop .
Tarif indicatif	Tarif par stagiaire 1200 € HT (1440 € TTC) Soit 57,14 € HT (68,57 € TTC) de l'heure Tarif pour un groupe d'une même structure 2850 € HT (3420 € TTC) Soit 135,71 € HT (162,86 € TTC) de l'heure
Durée	21 heures

Intervenant(e)

Son CV

<https://www.presses.ehesp.fr/auteur/patricia-utac9LusL9AOABdKVJUVmuxHiEtpd3U9AKzv>

Site Web

<http://www.lasocialecompagnie.fr>

Patricia Rivière

Formatrice et consultante en action sociale logement

Des formations par une travailleuse sociale pour des travailleurs sociaux !

Grâce à mon expertise terrain en tant que travailleuse sociale, cadre de l'ESS et autrice, principalement dans le domaine de l'accompagnement logement (ASLL, pension de famille, Charte PEX, conseillère technique logement, responsable service social bailleur...), j'anime des formations concrètes, individualisées, où l'on crée des outils immédiatement applicables sur le terrain.

Mes domaines de prédilection : les politiques sociales du logement, le Logement d'Abord, le syndrome de Diogène, la prévention des expulsions...

Ses réalisations

Prévention des expulsions locatives : autrice du manuel "[La prévention des expulsions locatives : des outils pour agir](#)", septembre 2026, presses de l'EHESP

Responsable de plusieurs dispositifs nationaux de traitement des impayés et prévention des expulsions locatives

Diogène : conception et mise en oeuvre d'un dispositif d'accompagnement multi-partenarial spécifique pour les personnes en situation d'incurie, pour le compte d'un service social bailleur, à l'échelle locale

Logement accompagné et logement d'Abord : conception, développement et animation de dispositifs d'insertion par le logement dans le cadre des plans 1 et 2 " Logement d'Abord", obtention d'agrément

Ecrits professionnels : accompagnement d'établissements et d'équipes dans la rédaction d'écrits professionnels centrés sur l'accompagnement logement (projet d'établissement, projet de service, supervision de rapports sociaux)

Animation d'ateliers d'écriture

Prestations sociales : Elaboration, rédaction et mise à jour de guides sur les prestations sociales destinés à des travailleurs sociaux et "faisant office"

Contenus

Les publics et l'impact social des impayés locatifs : données chiffrées, typologie, facteurs déclenchants

Le cadre juridique du bail et le déroulement d'une procédure d'expulsion, cadre légal du bail d'habitation, motifs de résiliation, clause résolutoire, trêve hivernale

La procédure amiable et la procédure contentieuse : étapes, délai, rôle possible du travailleur social e

La politique publique de prévention des expulsions locatives, sa gouvernance et ses évolutions récentes : Logement d'Abord, organisation territoriale de la PEX, cartographie des acteurs institutionnels, focus sur les Ccapex

Méthodologie d'intervention sociale centrés sur le maintien dans les lieux, en lien avec le Logement d'abord : évaluation sociale, DSF, VAD...

Cadre déontologique et secret professionnel, posture professionnelle

Les outils financiers : FSL..., procédure de surendettement et son articulation avec la PEX

Les dispositifs de relogement

L'expulsion, et après ?